

*La Vraie
histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Yanis.

MES PARENTS
DIVORCENT,
c'est comme ça.

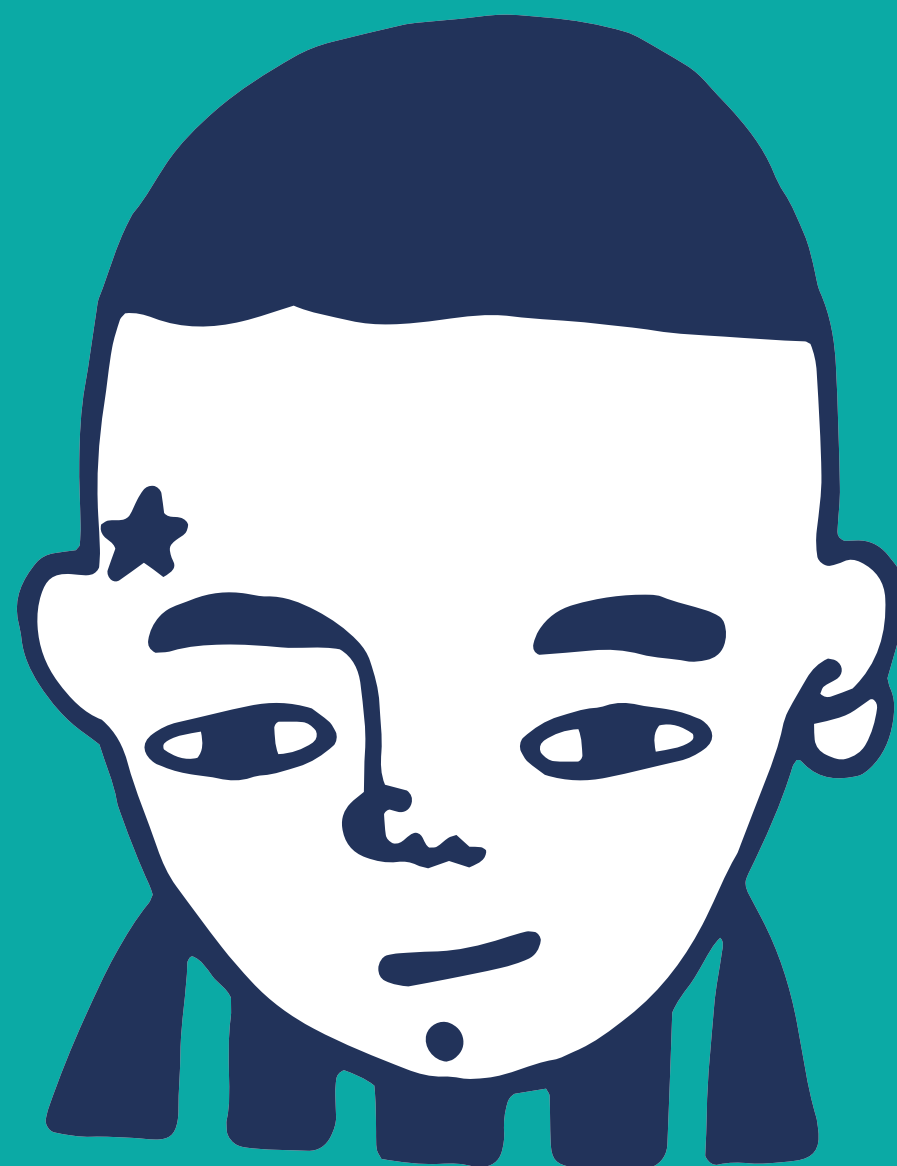


JE VAIS VIVRE AVEC MA MÈRE.
MAIS LÀ OÙ J'AI FLIPPÉ, C'EST QUAND ELLE
M'A DIT QU'ON ALLAIT DÉMÉNAGER
À L'AUTRE BOUT DE LA FRANCE...

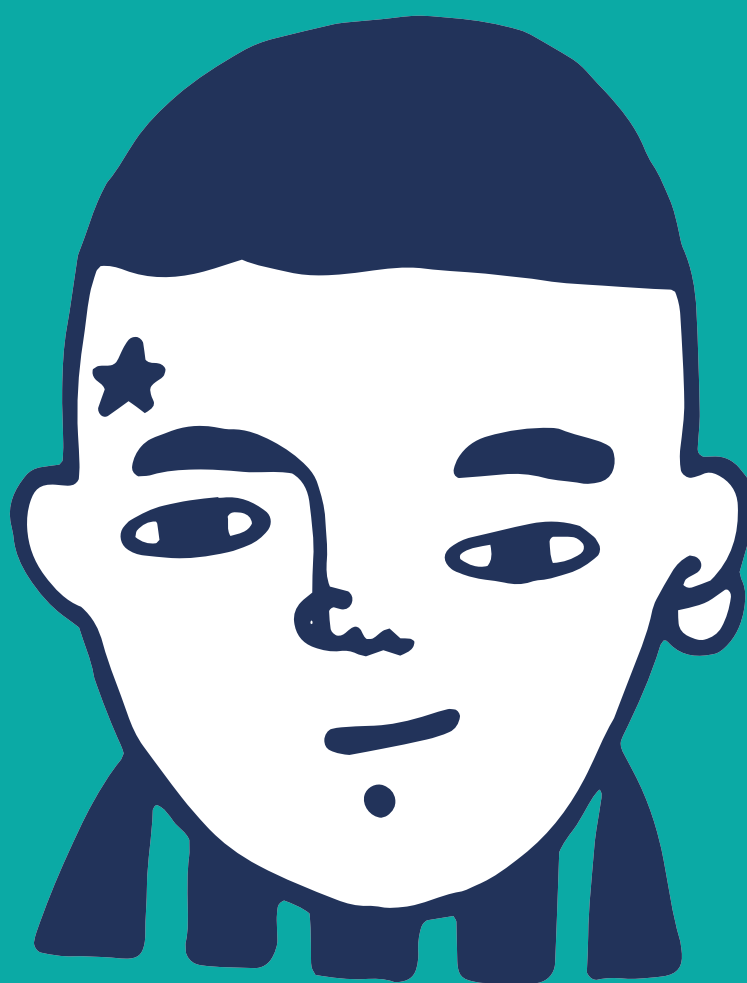
Je sais bien qu'ils ne peuvent plus
se voir tous les deux. Mais moi, j'ai
toujours envie de voir mon père !

Le délégué du Défenseur des
droits m'a un peu rassuré. J'en
ai parlé à la juge des affaires
familiales aussi. Ils ont obligé mes
parents à s'organiser pour que je
puisse continuer à voir mon père.

Maintenant, on a l'habitude : je passe mes vacances
une fois chez l'un, une fois chez l'autre. Et ça ne se
passe pas si mal que ça...



La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« Les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. »

ART. 9.3 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

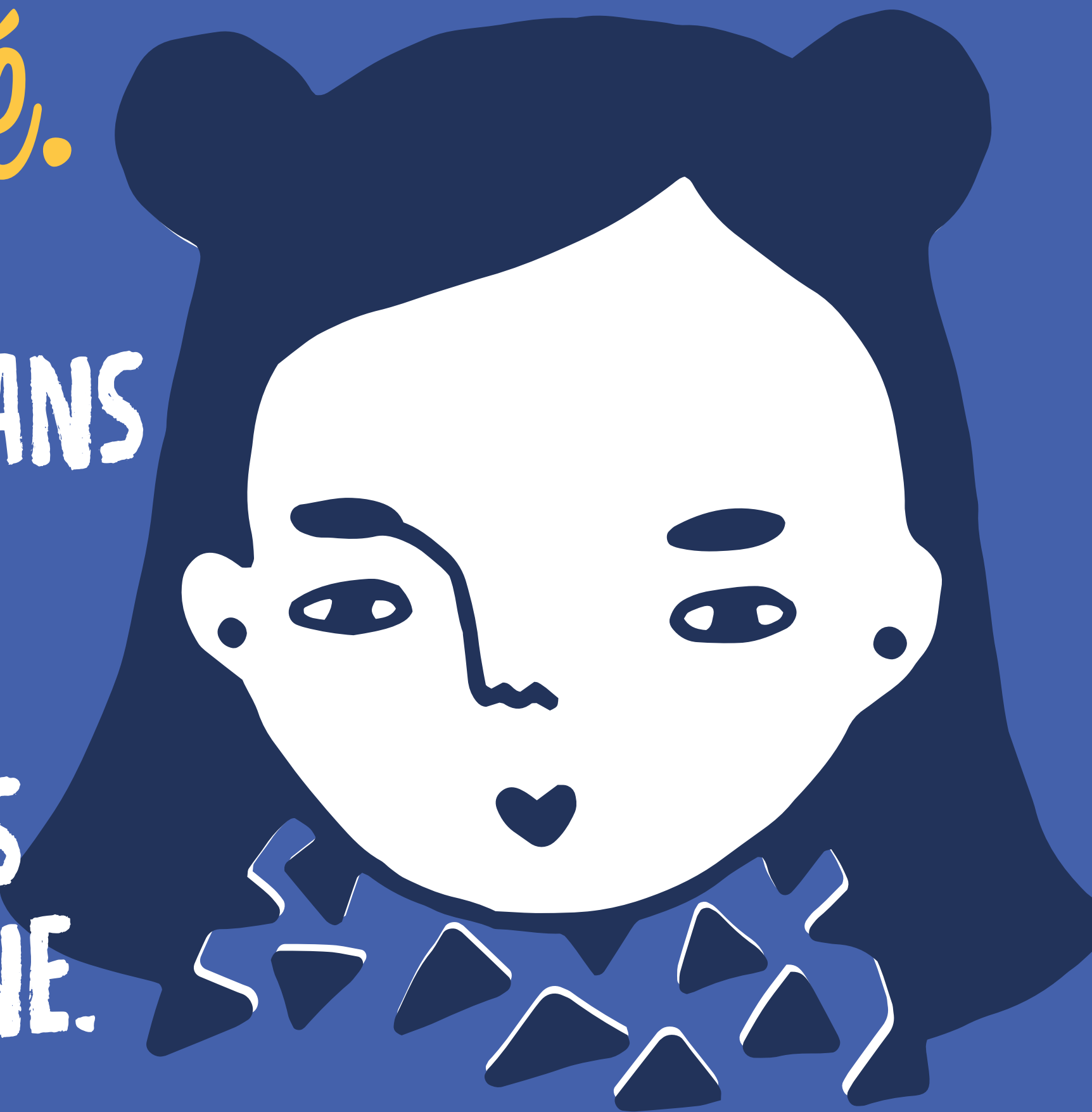
*La Vraie
histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Zoé.

DEPUIS
QUE J'AI 5 ANS
JE VAIS
À L'HÔPITAL
DEUX JOURS
PAR SEMAINE.



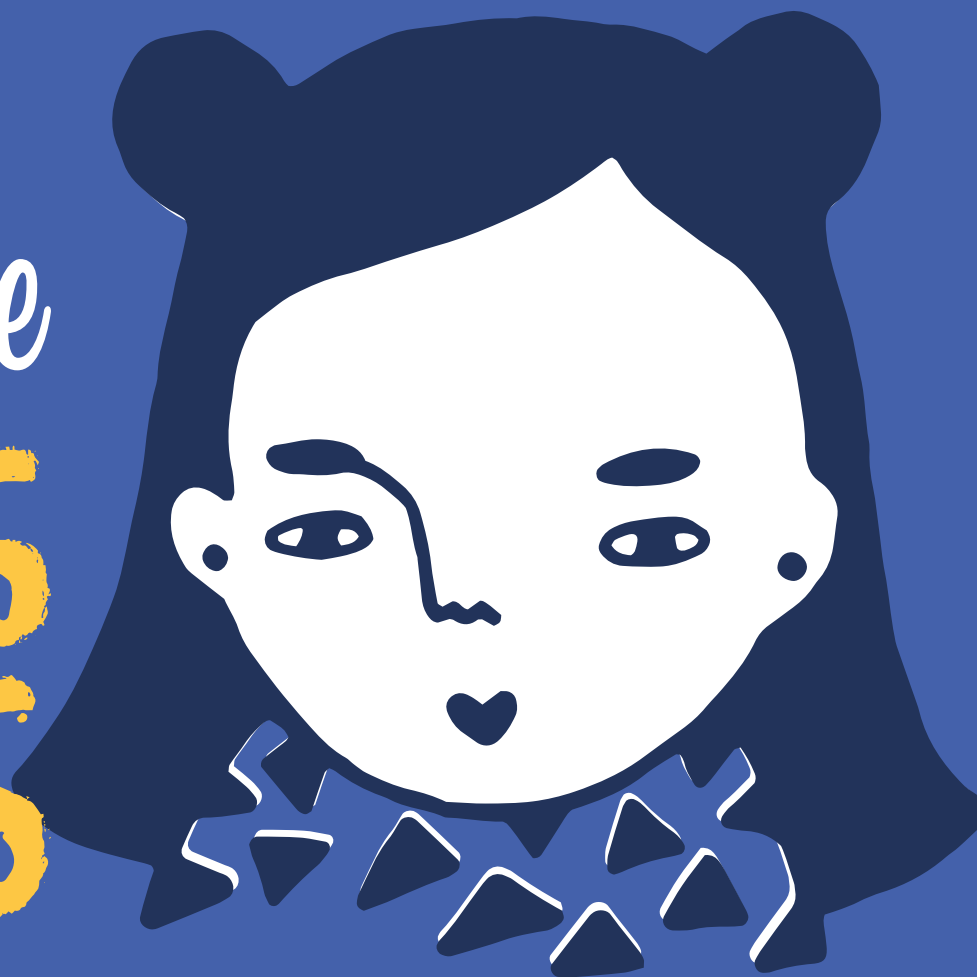
MON PAPA, IL EST GENDARME. ET DU COUP,
NORMALEMENT ON DOIT DÉMÉNAGER
SOUVENT. SAUF QUE LÀ, ON A PU RESTER DANS
NOTRE MAISON ! C'EST PARCE QUE JE SUIS
MALADE JE VAIS À L'HÔPITAL
DEUX JOURS PAR SEMAINE.

C'est un super hôpital, avec
des supers docteurs et
plein de supers infirmières...
Tellement super qu'il n'y a
que dans cet hôpital que l'on
peut bien me soigner.

Du coup, le Défenseur des
droits a dit au travail de papa
que papa devait rester là et ne pas déménager...
pour moi !



La Vraie histoire DES GRANDS DROITS

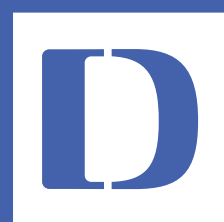


« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants (...) l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. »

ART. 3.1 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services. »

ART. 24 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

*La Vraie
histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Sofia.

On avait lancé un
journal au collège

MAIS TOUT
A ÉTÉ ARRÊTÉ
D'UN COUP,
SANS RAISON.



**ON A EU ENVIE DE FAIRE UN JOURNAL, AVEC
LES COPAINS, COMME DANS LES SÉRIES
AMÉRICAINES ! AVEC UNE PARTIE ACTUALITÉS,
DES INTERVIEWS DE PROFS, LES PAGES
SPORTIVES DU COLLÈGE... C'ÉTAIT
CANON !**

Le directeur relisait avant la parution, on avait même réussi à sortir deux numéros et ça marchait trop bien ! Et puis on nous a dit de tout arrêter.

On n'a pas trop compris. On a demandé pourquoi mais ils ne nous ont rien dit.

On a appelé le Défenseur des droits. On a fait une réunion avec la direction du collège et ils ont accepté de nous laisser continuer.



La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité (...) A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant. »

ART. 12 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

*La Vraie
histoire*

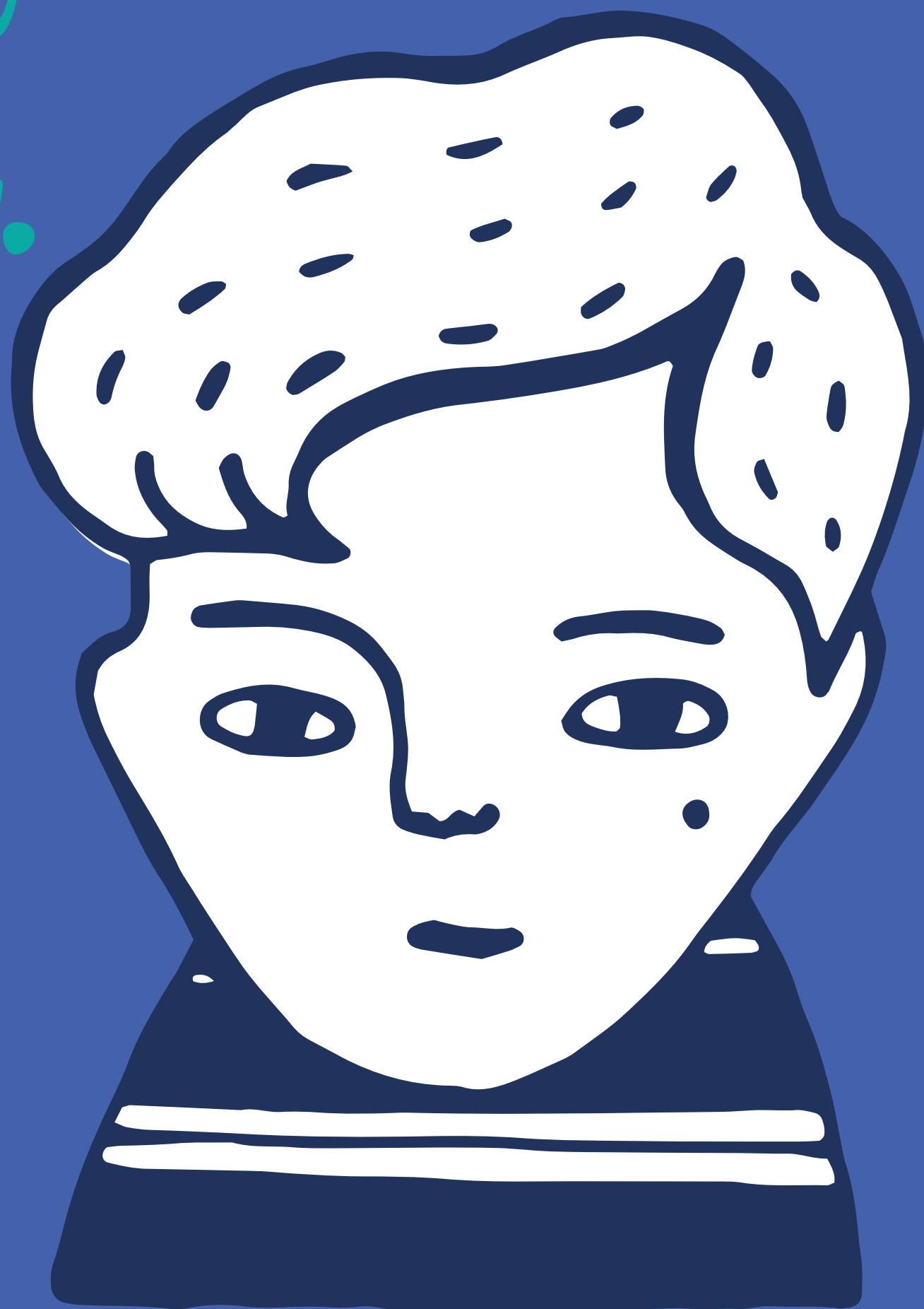
DES

GRANDS
DROITS

Moi c'est Bastien.

Je ne suis plus en
club de foot parce
que je suis sourd.

ILS DISAIENT
QUE JE FAISAIS
PERDRE L'ÉQUIPE.



J'AI 8 ANS ET JE SUIS FAN DE FOOT ! AU CLUB, ILS DISAIENT QUE J'ÉTAIS NUL PARCE QUE JE SUIS SOURD. ET QUE JE FAISAIS PERDRE L'ÉQUIPE. DU COUP J'AI PAS EU MA LICENCE CETTE ANNÉE.

Mes parents ont appelé le Défenseur des droits. Il a dit au club qu'ils ne respectaient pas la loi.

On a fait des réunions avec des directeurs, des éducateurs, le délégué du Défenseur, papa, maman et moi. On a parlé de ce qu'on pourrait faire pour que je rejoue dans l'équipe.

Et ils ont été d'accord pour ma licence. D'abord, je refais les entraînements. Et si ça se passe bien, je referai les matchs. Mais moi, je sais déjà que ça va marcher... marcher...

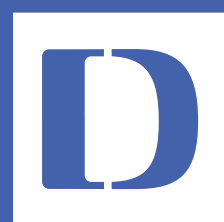


La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge, et de participer librement à la vie culturelle et artistique. »

ART. 31 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

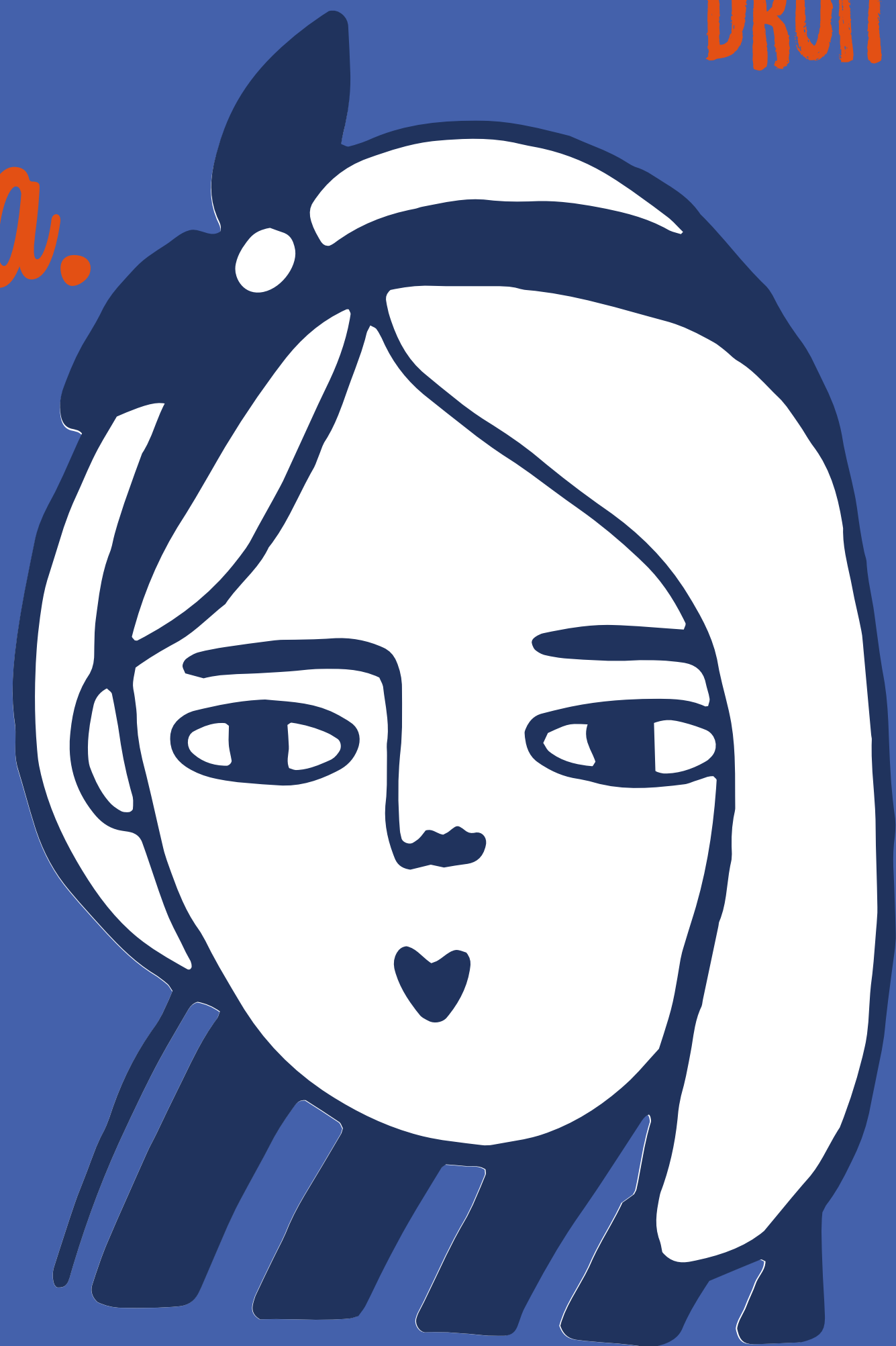
*La Vraie
histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Emma.

AU LYCÉE,
JE ME FAISAI
TRAITER PAR
DES FILLES,
ELLES ME
TAPAIENT...



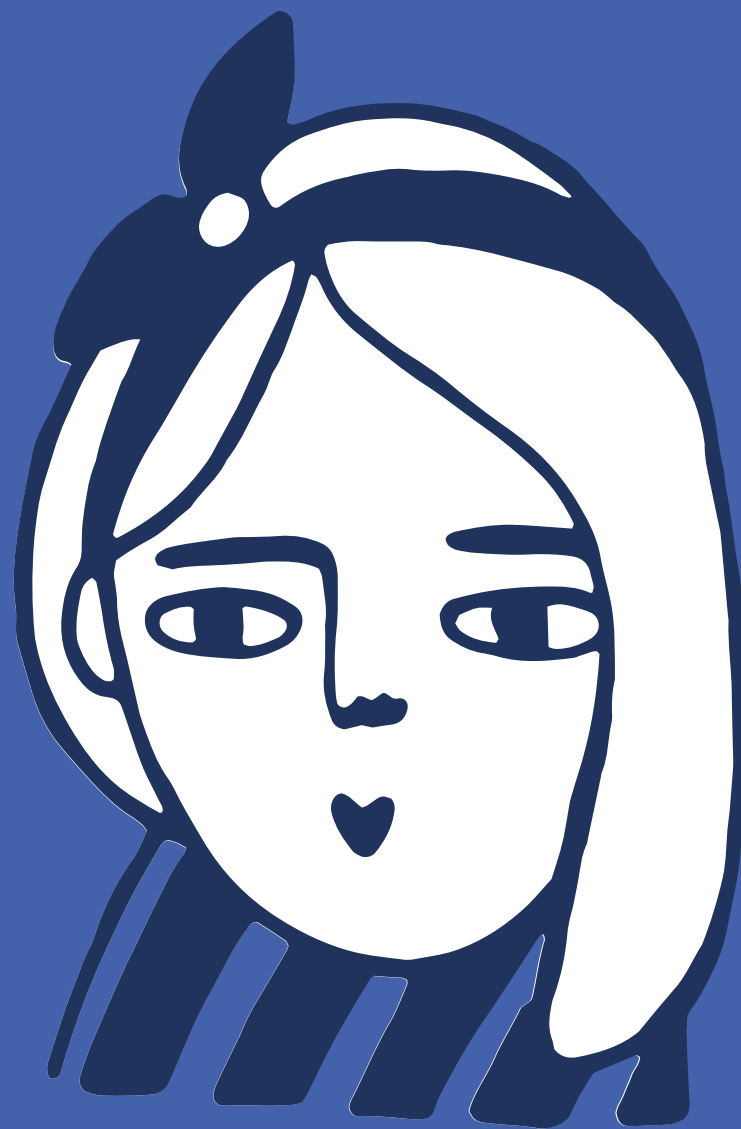
J'ÉTAIS EN CAP « EMPLOYÉ DE VENTE SPÉCIALISÉ ». DES FILLES M'INSULTAIENT, ME PRENAIENT MES AFFAIRES... J'EN AI PARLÉ PLUSIEURS FOIS À LA CPE. ELLE A FINI PAR CONVOQUER LEURS PARENTS MAIS ÇA N'A RIEN CHANGÉ.

Alors on a appelé « non au harcèlement ». On a été convoqués par le proviseur adjoint, je lui ai montré mes marques sur les bras. Je suis allée à l'hôpital plusieurs jours puis, j'ai eu des cours à domicile.

Le Défenseur des droits a trouvé que le lycée avait mis trop de temps à réagir. Il leur a demandé d'être plus vigilants à l'avenir. Il a aussi demandé à sensibiliser les élèves sur la lutte contre le harcèlement et aux droits de l'enfant..

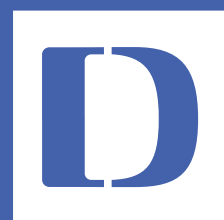


La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle. »

ART. 19 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —

*La Vraie
histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Ruben.

Je suis
malvoyant,
ET JE NE
POUVAIS PLUS
ALLER AU
COLLEGE.



JE SUIS RENTRÉ EN 6E EN SEPTEMBRE AVEC CATHY, MON AUXILIAIRE DE VIE SCOLAIRE. LE PROBLÈME C'EST QU'ELLE EST TOMBÉE MALADE EN DÉBUT D'ANNÉE ET QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ REMPLACÉE.

Je ne pouvais plus aller en classe ! Ça a duré deux mois. Heureusement que j'avais mes parents et mes potes pour rattraper les cours !

On a fait appel au Défenseur des droits. Il a contacté l'académie et j'ai enfin eu une nouvelle AVS.

Ça été chaud, mais j'ai réussi à reprendre le programme... Et là, je viens d'apprendre que je passais en 5^e !



La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« 1. Les Etats parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation. »

ART. 2 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*La Vraie
L'histoire*

DES

GRANDS
DROITS

Moi
c'est Laura.

J'ai 16 ans.

J'AI ÉTÉ EXCLUE
DU LYCÉE.

JE ME SUIS
RETROUVÉE À
NE RIEN FAIRE.



LE LYCÉE, C'ÉTAIT PAS TROP MON TRUC, J'ÉTAIS
DU GENRE « AGITÉE » ET J'AI FINI PAR ÊTRE
EXCLUE, À NE RIEN FAIRE DE MES JOURNÉES.
FORCÉMENT, ÇA FAIT RÉFLÉCHIR...

J'avais besoin de ça pour
avancer j'imagine. Du coup, j'ai
voulu reprendre mes études et
passer mon bac, mais personne
ne voulait de moi. Ils disaient
qu'à 16 ans, l'école c'était plus
obligatoire.

Sauf que là c'était moi qui
voulais. J'ai fini par contacter
le Défenseur des droits. Avec
l'académie, ils m'ont trouvé un
nouveau lycée.

J'ai recommencé en septembre et, ça se passe bien.
Maintenant, je sais où je vais. Et je compte bien
continuer...



La Vraie histoire DES GRANDS DROITS



« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier (...) ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous ; (...) ils encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées, telles que l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin. »

ART. 28 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT



Défenseur des droits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —